



ÉVÈNEMENT

Les profs seuls face à des sujets inflammables

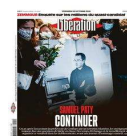
L'assassinat du professeur, objet ce vendredi d'un temps d'échange avec les élèves, a redéfini le rôle des enseignants, parfois appelés à aborder des thèmes complexes.

Un an plus tard, l'émotion n'est toujours pas retombée. Les professeurs restent profondément marqués par la mort de Samuel Paty, assassiné le 16 octobre 2020 près de son collègue des Yvelines pour avoir simplement fait un métier qui est aussi le leur. Après le choc est venue la colère. Contre leur ministre de tutelle, Jean-Michel Blanquer, qui leur avait refusé à la dernière minute un temps de concertation pour préparer l'hommage au professeur, quelques jours après sa mort, pour des raisons sanitaires et sécuritaires. Beaucoup se sont sentis démunis face à leurs élèves. Que leur répondre quand on est soi-même affecté par un événement ? Que leur dire sur la liberté d'expression alors que l'enseignant avait montré une caricature de Mahomet en cours ? « Juste après, on s'est posé la question et certains di-

saient que ça ne servait à rien de montrer des caricatures autour de la religion », se souvient Maël (1), 39 ans, professeur d'histoire-géo dans un lycée privé catholique à Vannes. Ce questionnement persiste aujourd'hui, dit-il. D'autres profs ont au contraire poursuivi leur enseignement sur ces sujets, convaincus de la nécessité de les aborder avec des élèves parfois réticents. Après l'attentat, « je leur avais proposé d'écrire un seul mot sur un bout de papier et une élève avait noté "rien", c'est ce qu'elle ressentait et elle trouvait même ce qui s'était passé un peu normal », se souvient Antoine (1), qui enseigne l'histoire-géo dans un lycée professionnel des Hauts-de-Seine. Il l'a alors conduite chez le proviseur, parce qu'il n'avait « pas les armes, ni le temps de déconstruire ça ». Ce vendredi, il devra de nouveau parler

du drame en classe. A la veille du premier anniversaire de la mort de Samuel Paty, toutes les écoles, collèges et lycées organisent, à la demande du ministère de l'Éducation nationale, « un moment de recueillement » avant un temps d'échange avec les élèves. Antoine n'est pas du tout convaincu par cette tentative de rattrapage du gouvernement. Pour lui, « la messe a été dite » en novembre, quand il n'a pas pu échanger avec ses collègues avant de reprendre les cours. Sans parler de la polémique autour de la vidéo de rentrée d'Emmanuel Macron, dans laquelle il indiquait avoir « une pensée pour les parents et les collègues de Samuel Paty », juste après avoir montré une photo des youtubeurs McFly et Carlito. Pour Antoine « ça a été la rupture » : « On n'est rien pour eux, juste de la ma-





tière première à exploiter.»

Pourtant, l'assassinat de Samuel Paty «a redéfini la place du prof à l'école, de son rôle au sein de la société», estime Françoise Lantheaume, professeure émérite des universités en sciences de l'éducation et de la formation à l'université Lyon-II. Selon les événements, on se rappelle soudain que les enseignants servent à quelque chose, alors qu'on voit d'habitude leurs insuffisances supposées. Mais quel est leur rôle exactement? Blanquer souhaite que cette question soit abordée en classe ce vendredi, à partir du CM1, pour transmettre l'idée que le professeur «a pour mission d'accompagner chaque jeune vers les progrès de la connaissance et de la conscience, en confrontant les faits, les opinions, les analyses».

Est-ce si facile d'aborder des sujets sociétaux hautement inflammables avec une classe entière, à l'heure où les petites phrases polémiques tournent en boucle dans les médias et dont les jeunes sont, comme les adultes, très friands? Françoise Lantheaume a mené ces cinq dernières années, auprès de 900 personnels de l'éducation, une enquête sur la façon dont est géré tout ce qui touche aux religions, discriminations et racisme en milieu scolaire. Sa conclusion : en général, les professionnels traitent tout cela «sans grand problème, de manière ordinaire».

«JE LEUR DIS, PARCE QUE C'EST FACTUEL, DE FAÇON CLINIQUE»

Parmi les sujets d'actualité les plus sensibles figurent les questions identitaires, qui reviennent souvent sur la table, surtout en cette année présidentielle. La majorité des quinze enseignants interrogés par Libé ont eu droit à des prises de parole spontanées autour du polémiste Eric Zemmour qui entend inscrire dans la loi, s'il devenait président, l'obligation de donner à son enfant un prénom dit «français». «Est-ce

que c'est vrai?» «On devra changer de prénom?» m'ont demandé plusieurs fois mes élèves parce qu'ils sont en majorité issus de l'immigration», rapporte Ben, enseignant en élémentaire à Carcassonne (Aude). Les cinquièmes de Nina, 31 ans, professeure de lettres classiques dans le collège d'un quartier populaire du Val-de-Marne, ont tous regardé le débat Mélenchon-Zemmour, en septembre, «sans doute parce qu'ils ont BFM allumée toute la journée chez eux». Elle en a parlé à ses collègues : leurs élèves avaient aussi été curieusement happés par le débat. Que répondre à leurs interrogations? «D'abord, on en rit pour dédramatiser, parce que cette histoire de changement de prénoms, ça leur fait peur, raconte Ben. Ensuite, je leur explique le positionnement politique de ce personnage qui veut plaire à des électeurs et a été condamné pour provocation à la haine par la justice. Je leur dis, parce que c'est factuel.» Selon lui, parler «de façon clinique» permet aux jeunes «de mettre l'affect de côté et de se forger une opinion raisonnable». Marc, professeur de philo de 51 ans dans un lycée à Marseille, abonde : «Dès qu'on travaille sur la notion d'identité, on voit bien que ce n'est pas quelque chose de stable dans l'histoire. Ça les intéresse qu'on parle de ces sujets de façon totalement différente : méthodique et apaisée», estime le quinquagénaire, pour qui les professeurs ont «un rôle de contrepouvoir».

Alors les profs n'hésitent pas à aborder ces thèmes débattus dans l'espace public en faisant le lien avec les programmes scolaires. Pour intéresser les élèves, ils se servent de leur besoin de comprendre le monde, en partant d'un sujet qui les touche. Certains jeunes, une minorité, ont tendance à davantage affirmer leur croyance, quelle qu'elle soit, parce que cela fait partie de leur construction, explique Françoise Lantheaume. Les profs peu-

vent aussi s'appuyer là-dessus : «On a souvent tendance à opposer une conception civique de l'école républicaine à cet ancrage dans des cultures singulières. Or, les enseignants associent les deux pour justement éviter que les élèves ne s'enferment dans leur appartenance», remarque la chercheuse.

«JE NE LAISSE JAMAIS DE DISCOURS HOSTILE S'INSTALLER»

Quand une question sur un sujet d'actualité émerge en plein milieu d'un cours, les profs expliquent adopter trois stratégies distinctes : répondre tout de suite, à un autre moment ou, plus rare, esquiver. Quand la question a un lien, direct ou non, avec le programme abordé, ils y répondent en général dans la foulée. Cela vient d'arriver à Ben qui déroulait son cours sur les vaccins. En pleine pandémie, cela soulève forcément des questions : «Certains avaient entendu parler d'un jeune mort à Sète après s'être fait vacciner : je leur ai expliqué qu'on ne peut pas utiliser un seul cas pour en faire une généralité et on a repris le cours.» Fermeture de la parenthèse. Quand il s'agit de remarques racistes, homophobes ou encore antisémites, les profs disent réagir immédiatement. Juliette (1), 44 ans, professeure d'histoire-géo depuis vingt ans, aujourd'hui en région parisienne, y a eu droit plusieurs fois dans son ancien établissement : «Dans ce cas, je faisais une heure de cours sur le peuple juif, je sortais du programme pour remonter l'histoire parce que je ne laisse jamais de discours hostile s'installer.» Si elle entend un «sale PD», ce qui lui arrive «régulièrement», Louise (1), 23 ans, arrête son cours d'EPS et demande à l'élève «pourquoi il a dit ça, où il l'a entendu, pour dégrossir sa façon de penser» : «Souvent, ils le disent juste pour blesser l'autre sans se rendre compte de la portée des mots». Sur





certains sujets qu'il juge trop délicats, Antoine, le prof d'histoire-géo des Hauts-de-Seine, *«préfère ne pas en parler devant toute la classe parce que ça peut partir dans tous les sens et on perd le cours»*.

Louise, comme pas mal de jeunes profs débutants, ne se sent parfois *«pas du tout à l'aise»* quand il s'agit de faire un pas de côté. C'est d'autant plus difficile quand on n'a déjà pas l'habitude de débattre et qu'on ne suit pas vraiment l'actualité, comme elle: *«Je n'ai pas assez de bagage intellectuel pour dire ce qu'il faut sur des sujets compliqués sans y être préparée.»* Elle trouve par exemple encore *«difficile de parler de politique sans qu'ils perçoivent mon opinion personnelle»*. Julien(1), prof de maths dans l'académie d'Amiens, n'hésite pas, lui, aussi, à se renseigner si nécessaire: *«J'ai l'honnêteté intellectuelle de dire à mes élèves quand je ne sais pas, pour prendre le temps de leur répondre de manière sensée.»* Quand il ne se sent *«pas assez armé sur un sujet»*, il renvoie les élèves vers un collègue d'une autre discipline. Et là, ça tombe à coup sûr sur les profs d'histoire-géo et d'enseignement moral et civique (EMC), *«parce qu'ils ont plus de billes»*, juge-t-il. Emilie (1), prof de philo et d'EMC dans l'académie de Lyon ne le sait que trop bien: voilà pourquoi elle regrette le peu de place accordé à l'enseignement moral et civique, abordé seulement une heure tous les quinze jours dans le secondaire, et une heure par semaine en primaire. *«Rien que sur la laïcité, on voit bien à quel point, c'est flou pour les élèves qui doivent en comprendre l'origine, réfléchir dessus pour mieux vivre ensemble»*, estime l'enseignante.

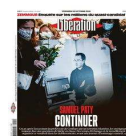
Ce n'est pas clair non plus pour les profs, qui ne connaissent pas forcément bien la notion de laïcité. Pour mieux les outiller, le ministère de l'Education nationale prévoit de former, d'ici quatre ans, tout le per-

sonnel scolaire sur cette question. Indispensable selon Juliette, la professeure d'histoire-géo en région parisienne, pour qui les *«profs ont un devoir d'exemplarité»* face aux jeunes qui *«ont tendance à reproduire les croyances et les stéréotypes de leur entourage»*: *«Il n'y a qu'à l'école que les élèves peuvent sortir de ces influences, de ces carcans.»*

CÉCILE BOURGNEUF

(1) Les prénoms ont été modifiés à leur demande.





A Conflans-
Sainte-
Honorine, le 17
octobre 2020,
le lendemain de
la décapitation
de Samuel
Paty. PHOTO
STÉPHANE
LAGOUTTE. MYOP

